

La Lettre du CFA

Lettre d'information du Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe

N° 35
printemps-été 2014

Toute l'actualité du
Centre Franco-Autrichien :
www.oefz.at

SOMMAIRE

Éditorial du Secrétaire général
page 1

Synthèse du CFA

✓ Conférence internationale
Skopje, 19 mai 2014
« Identité européenne et avenir des
Balkans occidentaux »
....page 2

✓ Conférence internationale
Vienne, 7 avril 2014
« L'image de l'UE en France et en
Autriche »
....page 8

Agenda du CFA

✓ Conférence internationale
Sarajevo, 7 novembre 2014
« Un nouvel élan pour l'intégration
européenne des pays des Balkans
occidentaux »
....page 9

Activités du Secrétaire général
...page 10

L'Éditorial



Peter Jankowitsch
Ambassadeur,
Secrétaire général du
Centre Franco-
Autrichien

Chers amies et chers amis du CFA,

Quelles leçons tirer des élections européennes de mai 2014? Il est certain que la percée des populismes en France et en Grande-Bretagne, le désintérêt des citoyens à l'Est et la généralisation de l'euroscpticisme sur la scène politique de nombreux états membres n'offrent guère l'occasion de se réjouir. Après avoir été fatiguée, l'Europe est-elle aujourd'hui malade?

La crise économique et les plans d'austérité qui se succèdent expliquent le mécontentement des citoyens. Quelle protection la construction européenne offre-t-elle désormais aux couches sociales les plus fragiles? La rigueur budgétaire est devenue légion en Europe. S'en suit une crise de confiance, que les citoyens européens expriment par le rejet de l'Europe telle qu'ils la connaissent. Or les gouvernements nationaux sont souvent tentés de rejeter leur responsabilité dans la crise sur les institutions communautaires. L'euroscpticisme grandissant est aussi la marque que ce trompe l'œil fonctionne auprès des électeurs (cf. la synthèse de la conférence p. 8).

S'il est aujourd'hui nécessaire, plus que jamais, de débattre de l'Europe, encore faut-il savoir conserver une liberté de critique. Débattre de l'Europe, contester les orientations politiques et sociales qui la régissent n'est pas la chasse gardée des partis populistes. Le projet européen offre l'espace nécessaire à ce débat. Nul besoin

de prêter l'oreille aux divers nationalistes aspirant tous à la déconstruction de l'Europe. Leur revendication est dangereuse. Rappelons-nous de l'histoire de ce continent. Peu avant sa mort, François Mitterrand évoquait à propos devant le Conseil de l'Europe: « le nationalisme, c'est la guerre ».

Aujourd'hui comme hier, l'Europe reste indispensable. Elle est un projet de paix. Dans les Balkans, elle est un point d'ancrage, un vecteur de réconciliation, un instrument de démocratisation et un acteur par lequel les contentieux les plus sensibles, parfois, trouvent une issue favorable. La conférence organisée par le CFA à Skopje en a fait le constat (cf. la synthèse p. 2). Malheureusement, force est de constater que les doutes qui dominent en son sein et cette crise de confiance qui la mine atteignent de plus en plus les pays des Balkans eux-mêmes. Or il s'agit là de la mission fondatrice de l'Union -celle consistant à favoriser la paix et la stabilité sur le continent. De fait, il est aujourd'hui devenu urgent de relancer la dynamique européenne dans les Balkans. Et cela passe par des questionnements sur l'usage de l'Europe au-delà de sa fonction pacificatrice. Les citoyens européens, dans l'Union et dans les Balkans, attendent de plus en plus l'avènement d'une Europe sociale, garantissant certes la sécurité, mais aussi la prospérité pour tous. Voilà la réponse à apporter aux sirènes nationalistes -une réponse dont il sera question lors de la prochaine conférence du Centre à Sarajevo le 7 novembre 2014.

Le CFA vous souhaite une bonne lecture .

Peter JANKOWITSCH
Vienne, le 1 juillet 2014

Conférence internationale

Identité européenne et avenir des Balkans

Skopje, le 19 mai 2014

SciencesPo.

CERI
CNRS



Avec le soutien de



INSTITUT
FRANÇAIS
SKOPJE

Austrian Embassy
Skopje

Il y a plus de dix ans, l'Union européenne offrait aux pays des Balkans occidentaux des perspectives d'adhésion visant à accompagner leur transformation politique et économique et à parachever la réunification du continent. Ces perspectives, formulées une première fois lors du Conseil européen de Zagreb en 2000, puis réitérées à Thessalonique en 2003, ne prévoient pas d'adhésion automatique. Elles dépendent des progrès consentis individuellement par chaque état en matière d'harmonisation, et du respect de critères économiques et politiques prédéfinis. Parmi ceux-ci figurent les relations de bon voisinage, que chaque futur état membre se doit d'établir, l'approfondissement des coopérations régionales et l'idée de réconciliation, fondatrice du projet européen. Le processus d'intégration européenne suppose une transformation des identités nationales, leur redéfinition en termes plus inclusifs, et l'acceptation de l'idée encore naissante d'une identité commune transcendant les déterminants nationaux : celle de l'appartenance à l'Europe.

Qu'en est-il aujourd'hui de cette transformation dans les Balkans occidentaux, plus de dix ans après le lancement du processus d'intégration européenne dans la région ? C'est la question sur laquelle le Centre franco-autrichien, avec ses partenaires, a souhaité se pencher. Le Centre franco-autrichien poursuit ainsi le cycle de conférence initié en 2005 sur la situation politique et économique des pays des Balkans occidentaux et leur intégration européenne. Cette année-ci, la conférence s'est tenue à Skopje, en Macédoine. Le choix du pays n'est pas un hasard. Candidate officielle à l'adhésion à l'UE depuis 2005, la Macédoine a longtemps fait figure de bon élève dans les Balkans. Elle a très tôt manifesté ses aspirations européennes, et a longtemps joui d'une grande confiance internationale, suite à la conclusion des Accords d'Ohrid en 2001. Mais des problématiques régionales, qui résonnent avec celles auxquelles doivent faire face d'autres états balkaniques, font depuis lors obstacle à son entrée dans l'Union et font le terreau des nationalismes. Aujourd'hui se pose alors la question, en Macédoine et dans les Balkans occidentaux en général, du rôle que l'UE doit ou peut jouer dans la transformation des identités nationales dans la région et dans l'avenir des Balkans.

L'organisation de la conférence portant sur cette problématique s'est déroulée en étroite coopération avec le partenaire du Centre franco-autrichien en France, le Centre d'étude de recherches internationales de Sciences Po à Paris, et avec le soutien des ministères des affaires étrangères de France et d'Autriche, des ambassades de France et d'Autriche à



Skopje, de l'Institut culturel français à Skopje et du 'Mouvement européen en République de Macédoine'.

La conférence a connu un franc succès auprès des intervenants, du public, venu en grand nombre, et des médias. De nombreux invités très prestigieux, issus du monde politique, économique, académique et de la société civile, et de plusieurs états de la région, mais aussi de Vienne, de Paris, de Bruxelles, ont contribué au succès de cette événement. Parmi eux, figuraient **Nikola POPOSKI**, Ministre des Affaires étrangères de la République de Macédoine, **Violaine BILLETTE DE VILLEMEUR**, Directrice adjointe de la direction de l'Europe continentale au Ministère français des affaires étrangères et du développement international, **Johannes KYRLE**, ancien secrétaire général du Ministère autrichien des affaires européennes et internationales, **Mileva GJUROVSKA**, Présidente du Mouvement Européen en République de Macédoine, **Laurence AUER**, Ambassadrice de France en Macédoine, **Thomas-Michael BAIER**, Ambassadeur d'Autriche en Macédoine, **Stefan LEHNE**, chercheur au Carnegie Europe, **Alain DIECKHOFF**, directeur du CERI – Sciences Po, **Christian LEQUESNE**, ancien directeur du CERI – Sciences Po, **Jelena MILIĆ**, Directrice exécutive du Centre pour les études euro-atlantiques, **Helmut KRAMER**, professeur à l'Université de Vienne, **Nenad ŠEBEK**, Directeur du Centre pour la Démocratie et la Réconciliation en Europe du Sud-est, **Vedran DŽIHIĆ**, chargé de recherche à l'Institut autrichien pour la politique internationale, **Sašo ORDANOSKI**, journaliste et analyste politique, **Nadège RAGARU**, chargée de recherche au CERI-Sciences Po, **David HENIG**, chercheur à l'Université de Kent, et **Harald W. KOTSCHY**, ancien Ambassadeur d'Autriche en Macédoine.

Les contributions des intervenants sont pour la plupart consultables sur le site internet du CFA : www.oefz.at

Synthèse

La présente synthèse est diffusée sous la seule responsabilité du Centre Franco-Autrichien. Son contenu n'engage pas la responsabilité des auteurs auxquels elle fait référence, ni celle des coorganisateur de la conférence.

Relancer la dynamique européenne dans les Balkans occidentaux

L'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux est un processus dont la progression dépend de l'état des réformes dont peut se prévaloir chaque candidat. Il ne s'agit donc pas d'un processus régional en tant que tel, devant aboutir à une adhésion groupée des pays d'ex-Yougoslavie, bien qu'il affecte l'ensemble de la région et promeuve la coopération régionale sous toute ses formes. Il s'agit plutôt d'un processus différencié s'insérant dans un cadre régional, dont la plupart des composantes (les conditions préalables à l'adhésion) sont communes aux états de la région. Ce principe de différenciation, introduit lors du Sommet de Zagreb en 2000, signifie en pratique que l'adhésion des états de la région ne peut être envisagée qu'à la mesure de mérites individuels. Certains états, comme la Slovénie et la Croatie ont grandement profité de cette approche, comme en témoigne leur adhésion respective à l'Union européenne en 2004 et 2013. D'autres, comme le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, par contre, ne sont pas parvenus à surmonter les obstacles jalonnant leur intégration européenne, et ce, pour diverses raisons. Ils restent donc bloqués aux portes de l'UE.

Force est de constater que les Balkans occidentaux ne progressent pas vers l'UE de manière homogène, et que les efforts dispensés par l'UE dans la région ne sont pas toujours suivis des résultats escomptés. Pis encore, des divisions apparaissent au sein même de la région, entre les états capables d'avancées significatives (Serbie, Monténégro) et ceux dont l'adhésion semble remise aux calendres grecques (Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Kosovo...). Ce constat est d'autant plus décevant que la région a bénéficié d'un large soutien de l'Union européenne (M. Gjurovska) : près de 4,5 milliards d'assistance pour la reconstruction, le développement et la stabilisation entre 2000 et 2006 et plus de 11 milliards d'aide de préadhésion entre 2007 et 2013. Le processus d'intégration européenne, manifestement, n'a pas été la panacée que de beaucoup appelaient de leurs vœux.

L'on peut certes se féliciter de l'adhésion de la Croatie en 2013. Néanmoins, compte tenu de l'approche différenciée qui prévaut en matière d'intégration, il est peu probable que les perspectives européennes des pays

voisins de la Croatie profitent d'un quelconque effet d'entraînement. Dix ans après la promesse faite par l'UE lors du Sommet de Thessalonique en 2003, la dynamique européenne dans les Balkans occidentaux semble même s'être essoufflée (V. Dzihic; P. Jankowitsch). La



Mileva GJUROVSKA, Présidente du Mouvement Européen en République de Macédoine, **Peter JANKOWITSCH**, Secrétaire Général du Centre franco-autrichien, **Nikola POPOSKI**, Ministre des Affaires étrangères de la République de Macédoine et **Violaine BILLETTE DE VILLEMEUR**, Directrice adjointe de la direction de l'Europe continentale au Ministère français des affaires étrangères et du développement international

fatigue de l'élargissement ne s'est pas dissipée ; le doute plane sur les capacités d'absorption de l'UE ; et le « projet de paix » qu'incarne l'Union européenne peine de plus en plus à séduire les dirigeants et les citoyens européens (H. Kramer). L'adhésion des pays d'Europe du Sud-est, bien souvent, est perçue dans la région comme un objectif inatteignable, et dans le reste de l'Europe, comme un développement indésirable. La crise économique, qui frappe le continent depuis la fin des années 2000 et les sacrifices exigés par l'Union de ses états membres exacerbent encore le trouble suscité par le projet d'élargissement (M. Gjurovska; V. Dzihic).

Ces préoccupations sont, somme toute, légitimes. Et une relance de la dynamique européenne dans la région ne saurait s'affranchir d'une réflexion sur la question (L. Auer). Il est important de rappeler pourquoi il est nécessaire de poursuivre l'élargissement de l'Union vers l'Europe du Sud-est, et d'œuvrer en ce sens, à l'instar de la France et de l'Autriche, qui ont activement contribué au processus ces dix dernières années (V. Billette de Villemeur; Th-M. Baier; L. Auer). Sans les Balkans occidentaux, l'Europe demeure un projet de paix inachevé, et inversement (V. Dzihic). Dans un autre registre, les préoccupations et les déceptions que nourrissent les citoyens des pays des Balkans occidentaux à l'égard de l'Union devraient aussi nourrir une réflexion plus profonde sur les perspectives de dévelop-

pement institutionnel de l'Union et sur les orientations politiques décidées par celle-ci. La montée des populismes et de l'euro-scepticisme en Europe n'épargnent pas les Balkans. Or leur circonspection est de mauvais augure pour l'affirmation de l'Union européenne sur la scène internationale. Si l'UE peine à convaincre ses partenaires les plus proches, à quelle efficacité peut donc prétendre son soft power dans des contrées plus éloignées ?

Repenser l'idée de réconciliation

La réconciliation des peuples est une idée motrice du projet européen. Elle prend racine dans l'œuvre de



Christian LEQUESNE, ancien directeur du CERI - Sciences Po.

Kant, qui voyait en la constitution d'une fédération pour la paix le moyen de mettre un terme à la récurrence des guerres sur le continent (H. Kramer). Cet objectif est ambitieux ; il ne s'agit pas simplement de résoudre un conflit particulier au moyen d'un accord ou d'un pacte instituant une paix *ad hoc*. Il s'agit davantage de convaincre les peuples d'envisager l'avenir ensemble ; de prendre conscience de leur communauté de destin. Cela suppose leur réconciliation.

Ce n'est pas une coïncidence si le projet européen est né sur les cendres de l'Europe dévastée, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne. En œuvrant à la construction européenne, les deux pays ont témoigné de leur volonté de se réconcilier et de faire de leur expérience un exemple pour les autres nations européennes. La réconciliation franco-allemande fait aujourd'hui partie du patrimoine historique et moral de l'Europe (H. Kramer; C. Lequesne). Elle est un accomplissement majeur de l'Union -celui ayant permis l'établissement d'une paix durable sur le continent, fondée sur la confiance et l'harmonie entre les peuples (H. Kramer). Et elle continue d'être une source d'inspiration pour tous ceux qui en se rapprochant de l'Europe aspirent à voir leurs relations avec leur voisins se normaliser.

Cette évocation prend une dimension toute particulière dans les Balkans occidentaux. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience franco-allemande pour les pays de la région ? D'abord, il faut noter que le processus de réconciliation franco-allemande s'est opéré suivant une logique de négociation permanente entre une série d'acteurs localisés à différents niveaux (C. Lequesne). Plus encore que l'approfondissement des liens entre les élites étatiques, ce processus a été conduit avec la participation des populations françaises et allemandes, par l'entremise d'échanges scolaires, de jumelages ou de coopération économiques. La transnationalisation des relations franco-allemandes fut un vecteur essentiel de la réconciliation (C. Lequesne). L'objectif d'alors n'était pas nécessairement l'aplanissement de toutes les différences. Il s'agissait davantage d'établir un dialogue entre les acteurs concernés portant sur des thèmes parfois controversés, et d'admettre que la négociation en vue de résoudre ces points de controverse était plus importante que leur résolution même (C. Lequesne). En matière de réconciliation, le dialogue est plus important que ce à quoi il aboutit.

Bien entendu, le travail de mémoire et l'exploration critique du passé est un élément important pour la réconciliation. Les anciens belligérants doivent se confronter à leur histoire, sans que cela ne soit imposé aux populations. La confrontation avec le passé s'apparente plus à un processus social permanent, qu'à un parti politique, aucun acteur international ne saurait figer (C. Lequesne). Il appartient aux experts, mais aussi aux populations elles-mêmes d'en dessiner les contours et de nourrir leur réflexion, tout en admettant que la vérité historique, comme toute connaissance, est évolutive, et que sa valeur tient aussi en sa contribution aux processus de réconciliation. Il s'agit là de processus relativement long. Douze ans furent nécessaires à la France et à l'Allemagne pour mettre au point des manuels scolaires communs. (C. Lequesne)

S'il est très difficile pour les pays des Balkans occidentaux de tirer les leçons de leur propres échecs, peut-être ceux-ci peuvent-ils se pencher sur cette expérience franco-allemande (N. Šebek). Hélas, les événements récents dans la région ne prêtent pas à l'optimisme. La tendance est plutôt à la réécriture des histoires balkaniques suivant des lignes politiques nationalistes, la création de mythes fondateurs définissant les identités nationales par contraste plutôt que par inclusion, et la réappréciation *a minima* de drames historiques nourrissant la persistance d'antagonismes (N. Šebek). Or il est possible d'utiliser l'histoire comme un instrument de réconciliation. Par exemple, en expliquant dans les manuels scolaires les différents points de vue dans les conflits ayant affecté les Balkans ; en nouant un dialogue au travers de la réalisation de ces manuels ; et en débattant de leur contenu dans les



Stefan LEHNE, chercheur au Carnegie Europe

classes sur la base de sources explicites (N. Šebek). C'est ce à quoi s'emploie le Centre for Democracy and Reconciliation in South East Europe.

Certes, les obstacles à la réconciliation sont nombreux, avec notamment l'instrumentalisation des questions historiques à des fins partisans (H. W. Kotschy) ; le poids du passé qui plane, parfois de manière négative, dans la définition des politiques de voisinage (Th-M. Baier) et le poids des traditions. Mais l'intégration européenne et l'expérience franco-allemande permettent ici de sortir des modes de pensée traditionnels en offrant un nouveau cadre commun sur la base duquel la confiance peut être rétablie. L'UE offre en effet un objectif commun aux pays des Balkans occidentaux, partagé par tous, bref, un terrain neutre sur lequel bâtir la réconciliation (N. Poposki). Reste à renforcer l'engagement de la société civile dans la région, pour que se cimenter l'idée de réconciliation, indépendamment des efforts consentis par les élites gouvernementales ou les institutions d'état (C. Lequesne). Et reste enfin à intensifier le leadership politique en la matière afin de donner un nouvel élan au dialogue transnational, d'étendre le débat historique et de légitimer la mise en commun des travaux de mémoire (C. Lequesne).

(R)établir les relations de bon voisinage

Les Balkans occidentaux abritent un certain nombre de problèmes de voisinage, dont la résolution est importante pour la stabilité de la région (N. Poposki). Là encore, le dialogue est essentiel. Il est promu par l'Union européenne sous toutes ses formes, étant entendu que l'UE ne peut importer de nouveaux conflits en son sein (V. Billette de Villemeur). Ce dialogue est soutenu au niveau communautaire, par les institutions européennes et notamment la Haute Représentante Catherine Ashton, mais aussi au niveau intergouvernemental, au travers de l'engagement des états membres. La France et l'Autriche ont par exemple porté assistance à la Croatie et à la Slovénie dans la recherche d'une solution au contentieux territorial concernant le Golfe du Piran (V. Billette de Villemeur).

L'un des accomplissements les plus remarquables en matière de relations de bon voisinage est la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina qui s'opère depuis la fin des années 2000. Le contentieux porte sur le statut du Kosovo, qui faute d'accord avec Belgrade, s'est déclaré indépendant unilatéralement en février 2008. Pour les autorités de Pristina, cette absence d'accord avec Belgrade s'est traduite par l'acquisition d'une souveraineté déficiente, tant au niveau interne (au Nord du Kosovo, là où réside une majorité de Serbes) qu'au niveau externe (compte tenu des problèmes de reconnaissance internationale) (S. Lehne). Pour Belgrade, cette absence de compromis s'est traduite par la pleine mobilisation de l'appareil diplomatique serbe afin de prévenir la reconnaissance internationale du Kosovo –un objectif qui a détourné la Serbie d'autres enjeux internationaux (S. Lehne). Bien que la situation fût désavantageuse pour les deux partis, le dialogue ne s'installa que difficilement entre Belgrade et Pristina. Le manque de confiance était patent entre dirigeants serbes et kosovars (S. Lehne). Mais l'idée d'intégrer l'Union européenne offrit néanmoins un point de départ, une base de négociations, puis un fil rouge aux anciens belligérants. Sous la houlette de la Haute Représentante Catherine Ashton, l'Union chapeauta des négociations techniques couronnées de succès. Des accords furent peu à peu trouvés dans une série de domaines (gestion intégrée des frontières, archives, représentation régionale, police, élections etc...) (S. Lehne). La perspective européenne offerte conjointement à Belgrade et Pristina, la conditionnalité attachée à cette perspective (par le biais du chapitre 35), l'implication personnelle de Catherine Ashton et le changement de gouvernement à Belgrade permirent ces avancées historiques (S. Lehne).

La normalisation des relations entre Belgrade et Pristina, cependant, n'est pas terminée. L'on peut regretter que le processus n'ait pas réellement restauré la confiance entre les anciens belligérants ; que le processus est essentiellement porté par les élites ; qu'il n'implique pas véritablement les citoyens ; que la popula-



Stefan LEHNE, chercheur au Carnegie Europe, David HENIG, chercheur à l'Université de Kent, Johannes KYRLE, ancien secrétaire général du Ministère autrichien des affaires européennes et internationales, Nadège RAGARU, chargée de recherche au CERI-Sciences Po

tion serbe au Nord du Kosovo ait le sentiment d'avoir été exclue des négociations ; que les résistances locales soient ignorées ; et que la société civile ne relaie pas ces accomplissements (S. Lehne). Le fait que cinq états membres de l'Union européenne n'aient pas reconnu l'indépendance du Kosovo jette également la confusion sur la position de l'Union et maintient un certain trouble (S. Lehne). Avant d'adhérer à l'UE, il est néanmoins certain que la Serbie devra avoir complètement normalisé ses relations avec Pristina, c'est-à-dire être en mesure d'avoir des relations contractuelles et de coopérer dans les enceintes internationales avec le Kosovo. Si cela suppose une reconnaissance officielle de l'indépendance du Kosovo ou pas ne doit pas être la question : ici, comme ailleurs, la fonction est plus importantes que la forme (S. Lehne).

Un autre contentieux qui pèse sur les relations de bon voisinage dans les Balkans occidentaux est celui de la question du nom entre la Grèce et la Macédoine. Skopje revendique en effet le nom de « République de Macédoine » depuis son indépendance au début des années 1990 et se réfère volontiers au patrimoine antique d'Alexandre le Grand, qu'elle incorpore dans la construction de l'identité slavo-macédonienne contemporaine. Cette évocation de la Macédoine antique a pris une nouvelle dimension au milieu des années 2000, avec le lancement du projet urbain Skopje 2014. Ces revendications historico-culturelles sont jugées inacceptables par Athènes, qui accuse son voisin septentrional d'usurpation identitaire et d'incitation à l'irréductibilisme. C'est à ce titre que la Grèce bloque depuis 2008 les processus d'intégration européenne et euro-atlantique de la Macédoine. Le *statu quo* qui en résulte nourrit un climat délétère, peu propice à la poursuite des réformes politiques. Les divisions internes au sein de la population macédonienne (tant ethniques qu'idéologiques), l'asymétrie de pouvoir entre la Macédoine (candidate à l'adhésion) et la Grèce (état membre de l'UE) et le manque d'intérêt des états membres pour la question (à l'exception de certains, dont l'Autriche), rendent la résolution de la question du nom particulièrement complexe (C. Lequesne; J. Kyrle; L. Auer). Si l'Union européenne se doit de garantir une



Helmut KRAMER, professeur en sciences politiques à l'Université de Vienne

certaine égalité de traitement entre la Grèce et la Macédoine et ne peut s'accommoder du blocage actuel, la volonté de résoudre cette question, au final, doit aussi venir des pays eux-mêmes (J. Kyrle).

Les relations entre la Macédoine et la Bulgarie souffrent également d'un différend historique concernant la déportation des Juifs macédoniens durant la deuxième guerre

mondiale, que Skopje accuse Sofia d'avoir tolérée, voire permise (N. Ragaru). Ce contentieux a acquis ces dernières années une intensité sans précédent. Lors du Conseil européen de décembre 2012, la Bulgarie a en effet rejoint le camp des états (dont la Grèce et la France) réservés sur l'ouverture de pourparlers d'adhésion avec la Macédoine. La racine du problème est le développement historiographique encouragé par les autorités bulgares à partir des années 1960, qui présente la Bulgarie comme sauveteuse des Juifs (bulgares), comme nation tolérante et comme amie d'Israël (N. Ragaru). Or si le renouveau des travaux consacrés à la politique antisémite du gouvernement Filov (1940-1944) conduit certains historiens bulgares à mettre entre guillemets la notion même de « sauvetage », l'historiographie reste étonnamment silencieuse sur le sort des territoires occupés, et en particulier sur les Juifs de Macédoine (N. Ragaru). L'historiographie macédonienne dénonce ici l'occupation sanglante par une Bulgarie fasciste et documente en détail les politiques antijuives et la préparation des déportations imposées par Sofia (N. Ragaru). La confrontation des points de vue fait naître des tensions entre les deux pays, qu'un dialogue d'expert, mené dans un contexte pluraliste, permettrait sans doute d'atténuer (N. Ragaru).

Faire face à la montée des populismes

Les populismes dans les Balkans occidentaux se nourrissent tout particulièrement des désillusions suscitées par le processus d'intégration européenne dans la région (V. Dzihic). L'essoufflement de la dynamique européenne crée un appel d'air dans lequel s'engouffrent les nationalismes. L'amenuisement des chances pour la plupart des pays de la région d'intégrer l'Union à moyen terme acculent les opinions publiques dans les Balkans à la passivité, voire à l'hostilité, et ce, malgré les appels



Vedran DŽIHIC, chargé de recherche à l'Institut autrichien pour la politique internationale, Alain DIECKHOFF, directeur du CERI - Sciences Po, Sašo ORDANOSKI, journaliste et analyste politique

des élites à « croire en l'Europe » (V. Dzihic). Il faut dire que le contexte ne prête guère à l'optimisme : seuls 37% des citoyens de l'UE sont en faveur de l'élargissement et dans certains états membres, 75% des citoyens y sont opposés (en Autriche notamment). Il en résulte un sentiment de rejet, que s'empresse de pallier les partis nationalistes, qui craignent par ailleurs de perdre leur privilèges du fait de la démocratisation des pays de la région (V. Dzihic). La crise économique amplifie encore le phénomène (V. Dzihic).

Afin de contenir les populismes, il convient tout d'abord de reconnaître l'existence d'un lien entre démocratie et état-providence, tout en pointant du doigt les nombreux dysfonctionnements qui verrouillent les états de la région (népotisme, corruption, capture de l'appareil de l'état par des intérêts privés, etc...) (V. Dzihic). C'est pour cela qu'il faut accueillir avec optimisme les mouvements sociaux qui ont secoué les Balkans au début de l'année 2014 (V. Dzihic). Ils témoignent de la gestation de mécanismes de démocratisation civique visant à améliorer l'état de la démocratie en faisant sauter des verrous placés dans le système de gouvernement contrôlé par les élites.

Plus généralement, l'on ne peut que regretter le manque de mobilisation des mouvements de gauche dans les Balkans et leur incapacité à s'organiser en véritables partis d'opposition (S. Ordanoski). Les populismes de droite s'appuient en effet sur des stratégies marketing efficaces, qui échappent encore aux partis de gau-



Laurence AUER, Ambassadrice de France en Macédoine

nationalistes qui divisent en construisant des référents identitaires communs (Th-M. Baier).

La marge de manœuvre de l'Union européenne, dans l'état actuel, est limitée. Promouvoir la paix, la liberté de la presse, la lutte contre la corruption, les réformes économiques et insister sur le respect de l'état de droit est une démarche essentielle pour contenir la montée des populismes (Th-M. Baier; V. Billette de Villemeur;



Thomas-Michael BAIER, Ambassadeur d'Autriche en Macédoine,

S. Ordanoski). Mais le nerf de la guerre, à terme, est plus vraisemblablement le développement socio-économique (H. Kramer). Sans prospérité économique et sociale, l'intégration européenne reste une question trop abstraite pour de nombreux citoyens de la région. Le défi pour l'Union, pour ses états-membres et pour les Balkans occidentaux, aujourd'hui, n'est guère différent de celui évoqué par Altiero Spinelli en 1941 dans son Manifeste de Ventotene. Il s'agit d'une part de dépasser l'État-Nation en œuvrant à la constitution d'une fédération européenne, et d'autre part d'insuffler au projet européen une nouvelle orientation plus politique et plus sociale, permettant au plus grand nombre de se protéger contre la prédation des puissants (H. Kramer). ■





L'image de l'UE en France et en Autriche: attentes et réalités

Vienne, le 7 avril 2014

Avec le soutien de

derStandard.at



L'EXPRESS



En vue des élections européennes de mai 2014, le Centre franco-autrichien a organisé une conférence bilatérale sur l'image de l'Union dans les opinions publiques. Cette conférence s'est tenue dans un contexte particulièrement important, compte tenu de la montée des populismes en Europe, de la fragilisation progressive des structures démocratiques mises à mal par la crise économique, des enjeux sociaux auxquels les partis favorables à l'intégration européenne peinent à répondre et des inquiétudes qui ne cessent de s'exprimer dans la population.

Cette conférence s'est attachée à présenter les perceptions de l'Union européenne dans les opinions publiques. La généralisation de l'euroscpticisme à travers le spectre politique est un facteur inquiétant, qu'il convient toutefois de nuancer. S'il débouche sur une critique constructive de l'Union européenne, de ses orientations politiques et de ses perspectives de développement institutionnel, alors l'euroscpticisme contribue au débat sur l'Europe. Par le dialogue qu'il suscite, il nourrit l'espace politique au-delà des frontières nationales et rapproche un peu plus l'Europe de l'intégration à laquelle elle aspire. Si l'euroscpticisme, par contre, se fixe comme objectif la déconstruction de l'Europe; qu'il ne s'ouvre pas au dialogue et au compromis; et qu'il prône le repli sur soi, alors il se fait l'expression d'un populisme mortifère, dont les conséquences ne peuvent être sous-estimées.

La conférence s'est ensuite attachée à étudier le rôle de l'euro dans la politique d'intégration. Pour de nombreux citoyens, la monnaie unique est devenue l'un des symboles de l'intégration européenne. Mais l'introduction de l'euro s'est accompagnée de restrictions importantes en matière de politique monétaire qui dans un contexte de crise font naturellement débat. Malgré cela, l'on peut toutefois noter que l'euro continue de séduire. En 2015, la Lituanie devrait rejoindre la zone euro.

La conférence, enfin, a permis un débat d'idées entre les représentants des principaux partis politiques autrichiens engagés dans le scrutin de mai 2014. Parmi eux figuraient **Eugen FREUND**, candidat tête de liste, parti social-démocrate d'Autriche SPÖ, **Othmar KARAS**, député européen, parti populaire autrichien ÖVP, **Ulrike LUNACEK**, députée européenne, Les Verts, **Hans-Peter MARTIN**, député européen, Liste Dr. Hans-Peter Martin, **Angelika MLINAR**, candidate tête de liste, NEOS et **Harald VILIMSKY**, candidat tête de liste, parti autrichien de la liberté FPÖ.

La conférence, organisée à la Banque nationale d'Autriche, a suscité un vif intérêt. Le public est venu en grand nombre, tout comme les médias. Organisée en coopération avec l'Institut français des relations internationales, la Société autrichienne pour la politique étrangère et les Nations-Unies et la Société autrichienne pour la politique européenne, cette conférence a également reçu le soutien du journal autrichien DerStandard et du journal français L'Express.

Furent aussi conviés au débat **Ewald NOWOTNY**, gouverneur de la Banque nationale d'Autriche, **Anton PELINKA**, professeur à la Central European University, **Philippe MOREAU DEFARGES**, chercheur à l'Ifri, **Sixtine BOUYGUES**, directrice 'Stratégie et communication corporate' à la DG Communication, **Bruno CAUTRÈS**, chercheur au CEVIPOF-Sciences Po, **Paul SCHMIDT**, secrétaire général de la Société autrichienne de politique européenne, **Dominique DAVID**, directeur exécutif de Ifri, **Olivier LOUIS**, ancien Ministre conseiller pour les affaires commerciales, **Eliane MOSSÉ**, ancien conseiller financier au Ministère des Finances et conseiller Europe centrale et du Sud-Est à l'Ifri, **Alexandra FÖDERL-SCHMID**, rédactrice en chef, DER STANDARD.

« Un nouvel élan pour l'intégration européenne des Balkans occidentaux »

Conférence internationale

7 novembre 2014, Sarajevo

Tout au long du 20^{ème} siècle, les Balkans occidentaux ont fait l'expérience de processus contradictoires : fragmentation et intégration, destruction et reconstruction. Ces processus imprègnent aujourd'hui la géographie politique, le développement économique et les réalités sociales dans la région. Les divisions demeurent, et parfois prospèrent, mais elles ne peuvent occulter la communauté d'intérêts que les peuples balkaniques partagent aussi. Les surmonter, en œuvrant à instaurer plus de démocratie, de prospérité, de paix et d'état de droit, n'est (seulement) une question de temps. Il s'agit d'un défi requérant un nouveau cadre de pensée, une nouvelle impulsion. C'est pourquoi l'intégration européenne est si importante. Celle-ci remet en question les statu quo, rapproche les peuples Européens et stimule le recours à de nouvelles perspectives dans la résolution de problèmes jusque là réputés insolubles.

Il n'est donc pas étonnant que l'intégration européenne, au cours de ces dix dernières années, ait suscité de grandes attentes. Les perspectives européennes que l'UE a promises aux pays des Balkans occidentaux à Thessalonique en 2003 illustrent un tournant historique pour la région. Elles portent sur l'adhésion future des pays des Balkans occidentaux, mais aussi et surtout sur leur démocratisation, leur stabilisation et la réalisation préalable de réformes importantes. Cette logique a déjà porté ses premiers fruits avec l'adhésion à l'UE de la Slovénie en 2004 et de la Croatie en 2013. Mais elle semble aujourd'hui s'essouffler. En Bosnie-Herzégovine et dans d'autres pays de la région, les besoins de changement sont plus vifs que jamais, mais la capacité de l'UE à guider le processus à partir des élites n'est plus incontestée. En Macédoine ou au Kosovo, l'intégration européenne reste une force motrice, mais sa capacité à surmonter les points de blocage s'érode. C'est pourquoi l'intégration européenne dans les Balkans occidentaux nécessite un nouvel élan.

Le Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe, une organisation intergouvernementale s'attachant à favoriser l'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux depuis plus de dix ans, organisera à cet effet une conférence internationale à Sarajevo en novembre 2014. Son objectif principal sera d'examiner les conditions permettant de relancer l'intégration européenne dans les Balkans occiden-

taux. Des décideurs politiques de haut niveau, des experts de renommée internationale et des représentants de la société civile échangeront leurs points de vue sous le regard attentif des médias et d'un public informé.

La conférence dressera tout d'abord un premier bilan de l'intégration européenne dans les Balkans occidentaux. L'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux a produit des résultats inégaux. La Slovénie et la Croatie sont devenues membres de l'UE. Quelles leçons ont-elles tirées de leur adhésion et comment contribuent-elles actuellement à la politique d'élargissement de l'UE? Au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine, l'intégration européenne n'a pas produit les résultats escomptés. Quelles leçons peut-on tirer? Dans quels domaines et pourquoi l'UE a-t-elle réussi (ou échoué)?

Puis la conférence s'interrogera sur la stratégie à adopter pour le franchissement des pierres d'achoppement. L'avancement des réformes a été particulièrement difficile dans certains domaines en dépit de la non-viabilité des statu quos. La politique de conditionnalité fondée sur les perspectives d'adhésion a contribué à l'avancement des réformes, mais elle a des limites. L'UE peut-elle cadrer son action dans les Balkans occidentaux d'une manière plus efficace?

Elle abordera ensuite la politique européenne sous son aspect de politique intérieure. L'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux ne peut prendre son essor sans être relayée par une dynamique intérieure. Il est primordial d'approfondir l'engagement des élites politiques, de répondre aux attentes de la société civile et de rendre les problématiques relevant de l'intégration européenne accessibles aux citoyens.

Enfin, elle traitera de la géopolitique de l'intégration européenne. Des facteurs géopolitiques peuvent faciliter ou faire obstacle à l'intégration européenne. Le type de relation que l'UE et les pays des Balkans occidentaux maintiennent avec leur environnement peut relayer, voire amplifier les objectifs poursuivis au travers de l'intégration européenne.

Le programme de la conférence et les inscriptions seront bientôt disponibles sur www.oefz.at

Les Activités du Secrétaire général



Les activités de M. Peter JANKOWITSCH printemps / été 2014



Conférence sur l'exploration de l'espace

Du 8 au 10 janvier 2014, M. Jankowitsch, en tant que membre d'une délégation autrichienne, a participé à une conférence à Washington sur l'exploration de l'espace extra-atmosphérique, qui réunissait, sur invitation du Département d'État des Etats-Unis, un grand nombre de chefs des agences spatiales du monde ainsi que des experts de premier plan.

M. Jean-Marc AYRAULT à Vienne

M. Jankowitsch a rencontré à plusieurs reprises M. Jean-Marc AYRAULT, alors Premier Ministre français, lors de sa visite officielle à Vienne, le 17 Janvier 2014. M. Jankowitsch lui a présenté les projets du Centre franco-autrichien, lesquels ont suscité un vif intérêt. M. Jean-Marc AYRAULT a assuré M. Jankowitsch de l'appui constant de la France pour les travaux du Centre.

Stéphane HESSEL, diplomate

M. Jankowitsch a prononcé un discours à l'Académie diplomatique de Vienne le 20 janvier 2014 à l'occasion d'une manifestation organisée conjointement par le Centre et l'Académie sur l'œuvre de Stéphane HESSEL, le diplomate. Lors de son discours, qui résumait l'essentiel de l'action de ce grand homme, M. Jankowitsch a noté qu'il n'y a guerre de grandes questions internationales auxquelles Stéphane HESSEL, de son temps, n'a pas porté son attention. Son influence s'est faite sentir tant sur la politique de son pays que sur la politique européenne en général.

Conférence annuelle sur l'espace

M. Jankowitsch a été invité par le Parlement européen à participer les 28 et 29 janvier 2014 à sa conférence annuelle sur la politique de l'espace de l'Union européenne à Bruxelles. Ouverte par M. José Manuel BARROSO, Président de la Commission européenne, cette conférence, comme d'usage, a réuni aux cotés des principaux acteurs européens du secteur, un grand nombre de responsables issus de la Commission, du Parlement européen et d'autres institutions européennes. La conférence a permis au Secrétaire Général de nouer des contacts pouvant servir à préparer

les futurs projets du CFA.

Le CFA et la Macédoine

M. Jankowitsch a séjourné à Skopje du 5 au 7 février 2014 pour préparer la prochaine conférence du CFA dans ce pays. A cette occasion, il a été reçu par plusieurs dirigeants de ce pays, parmi lesquels MM. Nikola POPOVSKI, Ministre des affaires étrangères, Fatmir BESIMI, Vice-Premier Ministre chargé de l'intégration européenne et Ali AHMETI, Président du DUI, l'un des principaux partis albanais en Macédoine. M. Jankowitsch a également rencontré Mme Radmila Sekerinska, ancienne Premier Ministre de Macédoine et ancienne Présidente du SDSM, principal parti d'opposition en Macédoine.

Le futur de l'Europe

Le 11 février 2014, M. Jankowitsch a prononcé un discours lors du colloque de la Société pour la Politique économique WIWIPOL sur le futur de l'Europe, organisé en l'honneur de Mme Eva NOWOTNY, ancien Ambassadeur d'Autriche et actuelle Présidente de la Commission UNESCO de l'Autriche. Dans son intervention M. Jankowitsch a insisté sur la nécessité de compléter le processus d'intégration européenne en permettant aux pays des Balkans occidentaux d'entrer dans l'Union dans les meilleures conditions.

Assemblée Parlementaire de l'OSCE

L'organisation de la session d'hiver de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE à Vienne au mois de février a été l'occasion pour le Secrétaire Général du CFA d'établir de nouveaux contacts avec les membres de cette institution en vue de leur future participation aux projets du Centre.

Morton KJAERUM

M. Jankowitsch, par ailleurs Vice-président de l'Association Autrichienne pour la Politique Etrangère et les Nations Unies, a présidé le 19 février dans les salons de celle-ci une réunion et un débat avec M. Morton Kjaerum, Directeur de l'Agence européenne pour les droits fondamentaux.

Les Activités du Secrétaire général

Le Président Shimon PERES a Vienne

Le 31 mars 2014, M. Jankowitsch a été invité par le Président Fédéral d'Autriche, M. Heinz FISCHER au dîner offert par celui-ci à l'occasion de la visite de M. Shimon PERES, Président de l'État d'Israël, dans les salons de la Hofburg de Vienne. M. Jankowitsch a présenté ses hommages et ses vœux à cette éminente personnalité de la politique israélienne, avec laquelle il est en contact depuis de nombreuses années.

L'Image de l'UE en France et en Autriche

Le 7 avril, M. Jankowitsch a ouvert une conférence internationale du Centre franco-autrichien sur l'image de l'UE en France et en Autriche en compagnie de M. Ewald NOWOTNY, Gouverneur de la Banque Nationale d'Autriche (cf. page 8).

M. Herman VAN ROMPUY a Vienne

Le 8 avril, M. Jankowitsch présidait avec M. Wolfgang Schüssel, ancien Chancelier Fédéral d'Autriche, une réunion organisée par l'Association Autrichienne pour la Politique Etrangère et les Nations Unies à l'occasion de la visite de M. Hermann VAN ROMPUY à l'Assemblée Nationale d'Autriche.

Réunion avec M. Sebastian KURZ

Le 9 avril 2014, M. Jankowitsch était l'invité de M. Sebastian KURZ, nouveau Ministre Fédéral des affaires européennes et internationales et de l'intégration, à l'occasion d'un dîner convié en l'honneur des anciens Ambassadeurs d'Autriche dans les salons du Ministère, sur la Minoritenplatz. M. Jankowitsch a profité de cette rencontre avec le nouveau Ministre pour l'informer des projets du Centre, notamment dans les Balkans occidentaux, au sujet desquels M. KURZ s'est dit très intéressé.

Dix ans après l'élargissement de l'UE

Les 24 et 25 avril, une conférence sur l'élargissement de l'UE dix ans après, organisée conjointement par la Banque nationale d'Autriche et l'Institut de Vienne pour la comparaison économique (WIIW), a permis au Secrétaire Général de nouer des contacts avec un grand nombre d'experts internationaux de haut niveau et de les inviter aux futures conférences du Centre en Europe du Sud-est.

Rencontre avec Mme Magdalena VASARYOVA

M. Jankowitsch a dernièrement rencontré Mme Magdalena VASARYOVA lors d'une réunion de l'Association Autrichienne pour la Politique Etrangère et les Nations Unies. Mme Magdalena VASARYOVA est une personnalité éminente de la politique contemporaine slovaque, et elle compte parmi les amis les plus fidèles du Centre dans son pays, qu'elle sert désormais en tant que Députée à l'Assemblée Nationale.

M. Mario MONTI à l'Institut de France

Sur l'invitation de M. Thierry de MONTBRIAL, M. Jankowitsch a assisté le 5 mai 2014 à la réception solennelle donnée à l'occasion de l'entrée de M. Mario Monti, ancien Premier Ministre italien, à l'Académie des Sciences Politiques et Morales de l'Institut de France. De nombreux contacts ont pu être établis avec des personnalités éminentes de France après le discours de bienvenue, prononcé par M. de MONTBRIAL.

Identité européenne et avenir des Balkans occidentaux

Le 19 mai 2014, M. Jankowitsch a ouvert une importante conférence internationale du Centre franco-autrichien à Skopje en compagnie notamment de M. Nikola POPOVSKI. Cette conférence, qui a porté sur l'identité européenne et l'avenir des Balkans occidentaux, a eu un écho tout à fait favorable parmi le public macédonien qui y assistait (cf. page 2).

M. Jankowitsch a Sarajevo

Les 27, 28 et 29 mai 2014, M. Jankowitsch s'est rendu à Sarajevo afin de préparer une conférence du Centre prévue pour le 7 novembre dans cette même ville. M. Jankowitsch a été reçu par M. Martin Pammer, Ambassadeur d'Autriche en Bosnie-Herzégovine, et il a rencontré de nombreuses personnalités, notamment M. Goran SVILANOVIC, Secrétaire Général du Conseil de coopération régionale, M. Amer KAPETANOVIC, Ministre Adjoint aux affaires étrangères, M. Valentin INZKO, Haut-Représentant à Sarajevo ou encore M. Zivko BUDIMIR, Membre de la Présidence de Bosnie-Herzégovine.



Centre franco-autrichien
Salzgries 19/16
1010 Vienne
Autriche
Tél : +43 1 533 89 27
Fax : +43 1 533 89 27 10
E-Mail : office@oefz.at
Site internet : www.oefz.at

